

## **Réunion plénière de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement**

**Intervention de S.E. M. Yves LETERME, Premier Ministre de la Belgique**

**20 septembre 2010**

M. le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Au nom de mon pays, au nom de la Belgique, je voudrais vous adresser quatre messages qui nous paraissent essentiels.

Tout d'abord, les objectifs premiers de nos efforts conjoints en matière de développement sont et doivent rester : le développement humain et l'éradication de la pauvreté. Le développement humain est bien plus qu'une question de moyens économiques. Il s'agit de placer l'être humain au centre du développement, d'aider les personnes à prendre conscience de leur potentiel, à optimiser leurs choix et à décider plus librement de leur avenir. La pauvreté, par ailleurs, est bien plus qu'un manque de revenu et de richesse matérielle. La pauvreté est un facteur d'exclusion sociale et culturelle et empêche en pratique l'exercice des droits fondamentaux. Placer l'humain au centre, c'est donner accès à l'éducation, à la culture au sens large.

Notre deuxième message aujourd'hui est un signal d'alarme : le principal obstacle sur la voie des objectifs du millénaire c'est l'inégalité croissante.

Inégalité entre les pays, certes, mais aussi inégalité à l'intérieur-même des pays. Les exemples ne manquent pas aujourd'hui pour démontrer la croissance des disparités au sein d'une majorité de pays. Malheureusement, les rapports concernant les objectifs du millénaire révèlent rarement ce phénomène, les objectifs et les indicateurs quantifiant le progrès à l'aide de moyennes. Cela mène au paradoxe où un pays progresse de manière globale tandis que certains groupes de la population – les démunis, les femmes, les populations rurales – voient leur situation s'aggraver en termes relatifs voire absolus.

Mme Gracia Mandela-Machel dénonce, je cite, « le fossé obscène séparant les nombreux pauvres qui essaient désespérément de s'en sortir et une minorité de riches. Le premier monde est également une réalité dans l'hémisphère Sud. Il y a des riches en Afrique, qui côtoient une pauvreté abjecte. » fin de citation. Les rapports des Nations unies montrent à quel point les disparités liées au sexe résident au cœur même du problème de l'inégalité : inégalité dans la scolarisation, inégalité dans l'accès au travail décent, inégalité dans le bénéfice de soins de santé, avec ce constat criant que dans les pays en développement seule une femme sur trois en milieu rural se voit prodiguer les soins recommandés durant la grossesse.

La résolution des inégalités est donc la priorité des priorités. Et ce d'ailleurs pas uniquement dans un souci d'équité, mais également dans un souci de gestion économique saine. En effet, un faible taux d'inégalité tend à s'accompagner d'un taux de croissance économique

élevé. C'est ce qui m'amène à formuler un troisième message : les avancées concrètes dans l'atteinte des objectifs du millénaire ne concernent pas seulement les moyens financiers mais sont aussi et surtout une question de volonté politique et de bonne gouvernance dans chaque pays.

Les politiques qui réussiront à atteindre les objectifs du millénaire seront des politiques tournées vers le développement inclusif, des politiques qui feront participer un maximum de citoyens à la création de richesses et à la génération d'opportunités pour les populations pauvres. Cela implique, nécessairement, une gouvernance responsable, participative et efficace. Cela implique une gouvernance qui donne la parole aux populations, sur la manière dont elles sont gouvernées, dont les décisions sont prises et mises en œuvre, et dont les ressources sont affectées.

Pour citer l'agronome zambienne Tamala Tonga Kambikambi : « Un gouvernement efficace, stable et responsable est essentiel en matière de lutte contre la pauvreté. Un tel gouvernement se doit de protéger les droits de l'homme, de garantir la sécurité, de promouvoir la croissance économique et de fournir des services essentiels. » fin de citation.

Finalement, mon quatrième message est naturellement un rappel de notre responsabilité collective et du partenariat mondial auquel la Déclaration du Millénaire nous exhorte.

Cette logique de partenariat mondial a amené, il y a des décennies déjà, la plupart des pays donateurs à s'engager à augmenter leur volume d'aide pour atteindre 0,7 % de leur PNB. En dépit de la crise économique et financière, la Belgique a reconfirmé cet objectif dans son budget 2010. En plus, la solution des problèmes globaux requiert, outre un gouvernement global, un financement global. Initiateurs avec d'autres du groupe de réflexion sur le financement innovant, nous plaidons avec force en faveur d'un accord le plus large sur le sujet, au sein de l'Union européenne mais aussi à l'échelle mondiale.

Au-delà des quantités d'aide cependant, nous devons, plus qu'auparavant, prêter attention à l'affectation de l'aide et à ses modalités. Les politiques d'aide devraient, en premier lieu, donner aux pays les moyens de prendre leur sort en main et les rendre moins dépendants de l'aide.

Le partenariat que nous voulons en est un entre pays qui se sentent encore plus qu'aujourd'hui responsables et conscients de leurs devoirs, les uns se trouvant en situation de pouvoir aider, les autres se rendant compte qu'ils ne peuvent être aidés de façon durable qu'en s'aidant eux-mêmes.